

**DECISION N°2026 – Pdt/26/011**  
**portant délégation de signature à la directrice par intérim de la région Hauts de France**  
**de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)**  
**et à ses adjoints**

**Le président,**

Vu le code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants,

Vu le décret n°2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2016-1126 du 11 août 2016 portant modification des statuts de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Vu le décret du 8 janvier 2024 portant nomination du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

**DECIDE**

**Article 1.** – Délégation est donnée à **Madame Sandrine L'AMINOT, directrice par intérim de la région Hauts de France**, à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, en ce y compris l'opération Canal Seine Nord Europe, les actes suivants :

- les projets d'opération et tout acte en recettes;
- les conventions relatives à la réalisation de **diagnostic** par l'Institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-7 du code du patrimoine ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de **fouilles** par l'Institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-9-II du code du patrimoine ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'Etat qui n'appartiennent pas au personnel de l'Institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'Institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-9-II du code du patrimoine ;

- tout acte en dépenses passé par l'Institut pour répondre aux besoins de la Direction régionale, d'un montant inférieur à 45 000 € HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la Direction régionale ;
- les ordres de mission, relatifs à des déplacements en métropole et sur le territoire belge, afférents aux agents de l'Institut placés sous l'autorité de la directrice par intérim régionale et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- l'état récapitulatif des frais de déplacement, la signature de cet état de frais de déplacement à rembourser aux agents, valant approbation des conditions de déroulement de la mission et prise en charge des frais induits ;
- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la Direction régionale et dont la gratification n'excède pas le seuil minimal fixé par la sécurité sociale, dans la limite du budget alloué à la Direction régionale ;
- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la Direction régionale ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les certificats administratifs et les demandes de remboursement de frais dans le cadre de menues dépenses ;
- les procès verbaux de mise à disposition du terrain et les procès verbaux de fin de chantier ;
- les procès verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la Direction.

**Article 2** – En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine L'AMINOT, délégation est donnée à **Monsieur Laurent SAUVAGE** et à **Monsieur Richard ROUGIER**, tous deux **directeurs-adjoints scientifiques et techniques** auprès de la directrice par intérim de la région Hauts de France à l'effet de signer au nom du président, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions :

- les conventions relatives à la réalisation de **diagnostic** par l'Institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-7 du code du patrimoine et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 € HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de **fouilles** par l'Institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L.523-9 du code du patrimoine et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 € HT ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'Institut placés sous l'autorité de la directrice par intérim régionale et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 3** – La présente décision prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2026.

**Article 4** – La directrice par intérim de la région Hauts de France de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la Culture et sur le site Internet de l'Institut.

Fait à Paris, le 27 mars 2026  
en un seul exemplaire original

Le président de l'Institut national de  
recherches archéologiques préventives,  
Dominique Garcia